

« Les copains qui restez,
soyez dignes de nous »*

La décision présidentielle de faire lire aux lycéens la lettre de Guy Moquet à sa famille est un juste hommage aux résistants, aux jeunes fusillés et déportés. Mais, cet acte national n'aura de pleine portée que si l'on situe le contexte, que l'on donne le sens de leur engagement et ses répercussions historiques.



Les 27 fusillés de Châteaubriant ont été livrés par l'Etat Français à l'occupant

La mort de Guy Moquet, de ses camarades communistes et syndicalistes, relève de la haine de classe du patronat et de la haute bourgeoisie qui ont fait payer les avancées sociales et leur peur du Front Populaire.

Dès 1939, sous prétexte du pacte germano-soviétique et de la déclaration de guerre, les gouvernants (Dalladier) font arrêter des élus, des responsables politiques et syndicalistes populaires qu'ils maintiennent internés après l'occupation du pays. Guy Moquet, engagé dans des actions de résistance, sera arrêté le 15 Octobre 1940 au métro gare de l'est à Paris par des policiers français. Un décret (SEROL) du 8 avril 1941 prévoit la peine de mort pour cause de « propagande communiste ». La S.S. s'en chargera, mais c'est le Ministre de l'Intérieur PUCHEU qui, suite à l'exécution du commandant des forces d'occupation de la région nantaise, sélectionnera des otages communistes –dont le jeune Guy Moquet - « pour éviter de faire fusiller de bons français ». Ils seront 27 à tomber, fusillés, le 22 octobre 1941 dans la carrière de Chateaubriant. Guy Moquet avait 17 ans.

Un esprit de revanche qui tentait de décapiter la classe ouvrière et le mouvement syndical de ses dirigeants les plus connus, sachant le temps et l'expérience nécessaires

pour reconstituer des responsables. Un calcul impitoyable au-delà de l'effroi recherché sur la population.

Les résistants luttent pour une société démocratique, de progrès économique et social.

Ils avaient connu l'espoir de renouveau du Front Populaire, l'écrasement des républicains espagnols et la non-intervention, la remise en cause des acquis sociaux par des gouvernants qui avaient conduit à la guerre, la capitulation.

Ils combattaient l'armée nazie et l'Etat Français fasciste, sa suppression des libertés et son racisme, sa servilité au grand patronat pourvoyeur de l'industrie de guerre allemande. Ils associaient à la libération du pays une rupture qui trouvera sa traduction dans le programme du C.N.R.**, le primat de l'intérêt général sur ceux particuliers, le contrôle économique de la nation, le développement des services publics, l'extension des droits démocratiques pour les travailleurs, les peuples coloniaux.

Dans la foulée de ces orientations seront votées par le Parlement, le code du travail, la sécurité sociale, les Statuts publics (mineurs, cheminots, EDF/GDF, RATP, Fonctionnaires). C'est par la conquête d'une nouvelle société que la France minée a pu se reconstruire et devenir une grande puissance mondiale.

Le changement de société reste d'actualité

Le pacte de la libération pour une juste répartition des richesses est depuis longtemps rompu. La grande majorité des salariés et retraités vivent la précarité, les bas revenus et la régression des droits, les inégalités et exclusions progressent.

A l'évidence, l'actuel Président et sa majorité, en collusion ostentatoire avec les grosses fortunes et le MEDEF, poursuivent le démantèlement de l'édifice institutionnel et social existant encore après 60 ans. Leur programme est d'assujettir l'ensemble des activités aux profits du seul capital financier et d'une poignée de gros possédants, sur fond de pouvoir personnel.

Des réformes sont indispensables et ne se limitent pas à la simple préservation des acquis de la génération précédente. En continuité de ces idéaux, notre action doit convaincre qu'un autre projet de société de progrès et de solidarité est réalisable.

* *Message écrit par Guy Moquet le 22 octobre 1941 dans son baraquement.*

** *Comité National de la Résistance.*